


## Le Salon du livre jeunesse d'Orléans vise 3000 visiteurs



archives

Publié le 7 Novembre 2012

Sébastien Pierroz 

**Le sixième Salon du livre jeunesse d'Orléans s'est ouvert mercredi matin à l'École secondaire catholique Garneau.**

Sujets : [Conseil des écoles catholiques du Centre-Est](#) , [Orléans](#) , [Ontario](#)

Réunis dans l'auditorium de l'établissement tôt le matin, une vingtaine d'enfants ont fait chauffer leurs voix en guise d'inauguration de l'événement.

« L'an passé, nous avons eu 2500 élèves, cette année nous nous fixons comme objectif d'en atteindre 3000 », souligne le directeur de l'établissement Jason Dupuis.

Sous l'impulsion du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est, l'événement sur deux jours (mercredi de 9h à 20h et le jeudi de 8h à 14h30) vise à « à une visibilité mais également donner l'envie aux jeunes de lire en français », selon M. Dupuis.

Plusieurs écrivaines et écrivains de littérature jeunesse sont présents. Parmi eux: l'illustrateur et bédéiste, Éric Péladeau, le président d'honneur du Salon du livre jeunesse d'Orléans. L'occasion pour lui de lancer son nouveau livre *Martine et Maurice*.

Andrée Poulin demeure également de la partie son nouveau livre *À la découverte de l'Ontario français, Abécédaire pour les Franco-Ontariens*.

# CARREFOUR COMMUNAUTAIRE EST ONTARIEN



**SAMUEL BLAIS-GAUTHIER**  
sbgauthier@ledroit.com  
correspondant régional

## CHORALE CANADIENNE SENSATION

La Chorale canadienne Sensation lancera son nouveau spectacle *Viva Las Vegas* demain au Centre des arts Shenkman d'Orléans. Les artistes internationaux Janice Harrington et Zale Seck accompagneront la chorale franco-ontarienne. Les billets sont déjà en vente. Pour plus de renseignements, composez le 1-866-752-5231.

## SOUPER DE FÈVES AU LARD À WENDOVER

Les Chevaliers de Colomb de Wendover organisent un souper de fèves au lard, macaroni et pâté chinois le 9 novembre au centre communautaire Lucien-Delorme. Pour plus de renseignements, veuillez composer le 613-673-2639.

## SOUHAITS ET RÊVES

Le tout premier Gala Souhaits et Rêves aura lieu le 10 novembre, à l'Auberge River Rock Inn, à Rockland. L'initiative est organisée par le chapitre bénévole de la Fondation Fais-un-vœu de l'Est de l'Ontario. Le but: réaliser le grand rêve de trois enfants de Prescott-Russell atteints d'une maladie qui menace leur vie. La chanteuse Eva Avila, gagnante de l'émission *Canadian Idol*, sera de la partie et fera entendre sa voix. Cinq grands chefs de la région concocteront aussi cinq couverts. La soirée sera animée par Véronique Soucy, de 94,5 CJFO FM. Plus de 300 convives sont attendus; il ne reste que quelques places. Vous pouvez vous procurer des billets, au coût de 150\$ chacun, en téléphonant au 613-446-6411.

## JOUR DU SOUVENIR À ROCKLAND

La Légion royale canadienne, branche 554, invite les gens à une journée de commémoration du jour du Souvenir, ce dimanche, à Rockland. À 13h30, un défilé quittera l'église Très-Sainte-Trinité de Rockland en direction du cénotaphe, près de l'hôtel de ville, pour la cérémonie officielle.

Les gens sont ensuite invités à se rendre à la salle du Club Powers (55, rue Giroux) pour un goûter.

## FILLES D'ISABELLE DE PLANTAGENET

La prochaine réunion des Filles d'Isabelles de Plantagenet aura lieu le 12 novembre à 19h30 à la salle communautaire.

## SOUPER À HAMMOND

Le Club optimiste de Hammond organise un souper de poulet le 16 novembre, à 17h30, à l'école St-Mathieu. Veuillez réserver votre place avant demain. Pour plus de renseignements ou pour confirmer votre présence, écrivez au optimistehammond@gmail.com

## MARCHÉ DE NOËL

Le marché de Noël de L'Original prendra vie, les 17 et 18 novembre de 10 à 16 h, au gymnase de l'école Saint-Jean-Baptiste, située à l'angle des rues Longueuil et John. Plus de 35 artisans seront sur place. Pour les détails, veuillez joindre Claudette, au 613-675-4688, ou Louise, au 613-675-2237.

## INITIATION À L'AGROALIMENTAIRE



Le Campus d'Alfred de l'Université de Guelph veut faire découvrir le secteur agroalimentaire aux élèves francophones de 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> années grâce à un camp en alimentation, qui aura lieu les 5 et 6 décembre. Lors d'un séjour au pavillon de l'environnement, ils pourront s'initier à la transformation des aliments, à la chimie alimentaire et à la salubrité des aliments. Les élèves qui suivent une majeure haute spécialisation en santé ou en hôtellerie auront la priorité.

## LE SALON DU LIVRE JEUNESSE D'ORLÉANS EST LANCÉ



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Le coup d'envoi du sixième Salon du livre jeunesse d'Orléans a été donné hier matin à l'école secondaire catholique Garneau. L'événement littéraire accueillera jusqu'à sa fermeture, cet après-midi à 14h30, bon nombre d'invités de marque dont le bédéiste Éric Peladeau, président d'honneur. Il lancera d'ailleurs sur place son nouvel ouvrage, *Martine et Maurice*. L'écrivaine Andrée Poulin procédera quant à elle au lancement de son plus récent livre, intitulé *À la découverte de l'Ontario français, Abécédaire pour les Franco-Ontariens*. L'an dernier, l'événement a connu un succès inespéré alors que 2400 visiteurs avaient franchi les tourniquets. Sur la photo, des élèves festoient en compagnie de Geronimo Stilton.

## REVITALISATION SUR LA PRESQU'ÎLE



COURTOISE

La Cité de Clarence-Rockland et la Société environnementale de Clarence-Rockland ont commencé les travaux de revitalisation des berges du Parc naturel de la presqu'île de Clarence cette semaine. Pour la société environnementale, c'est l'aboutissement de plusieurs mois de travail. Le conseil municipal de Clarence-Rockland a accordé près de 50 000\$ au projet. La société environnementale a également reçu une contribution financière de 25 000\$ de la part de Shell Canada.

LEDROIT, LE JEUDI 8 NOVEMBRE 2012

À LA DÉCOUVERTE DES

# Saveurs Québec

**PRÈS DE 600 RESTAURATEURS VOUS FONT DÉCOUVRIR LEURS MENUS FAITS AVEC DES PRODUITS D'ICI!**

**decouvertedessaveurs.ca**

**LeDroit**  
GROUPE ESPACES

Association de l'Agriculture et du Tourisme Gourmand  
www.restaveurs.com  
*Le Québec... j'y goûte, je le vis!*

**Toujours le bon choix! Québec**

Article précédent

Article suivant

8 novembre 2012 | Le Droit | [Mcomtois@ledroit.com](mailto:Mcomtois@ledroit.com) MARTIN COMTOIS | [mcomtois@ledroit.com](mailto:mcomtois@ledroit.com)

# Fatigue chassée, vitesse retrouvée pour Blondin

La patineuse d'ottawa vient de signer le troisième meilleur temps au monde sur 5 000 m

MARTIN COMTOIS



COURTOISIE, Stephen Maunder

**Ivania Blondin a battu Cindy Klassen, lors des sélections pour l'équipe canadienne de longue piste, en vue de la prochaine saison Coupe du monde.**

---



La fatigue qui l'a ralentie l'hiver dernier est chose du passé. Tout comme sa blessure au genou gauche. Rétablie d'une mononucléose, Ivanie Blondin se dit prête à attaquer une nouvelle saison de la Coupe du monde.

La patineuse de vitesse d'Ottawa a prouvé qu'elle avait retrouvé la forme, étant une des plus rapides le week-end dernier lors des sélections de l'équipe canadienne sur longue piste tenues à l'anneau olympique de Calgary. Elle a remporté l'épreuve du 5 000 m, signant le troisième temps le plus rapide au monde jusqu'ici cet automne.

L'athlète franco-ontarienne a aussi terminé deuxième sur 3 000 m, devançant notamment la sextuple médaillée olympique Cindy Klassen.

Des performances qui l'ont rassurée. Des résultats qui lui ont permis de mériter une place aux trois premières épreuves de la Coupe du monde qui se dérouleront lors des quatre prochaines semaines en Europe.

Une saison difficile

Heerenveen, aux Pays-Bas, sera le premier arrêt des membres de l'équipe canadienne. « On part vendredi. J'ai hâte, disait Blondin, hier après-midi, après sa séance d'entraînement quotidienne.

« La saison dernière, ça n'allait vraiment pas bien pour moi. J'étais fatiguée tout le temps. J'éclatais après seulement deux tours. Ce n'était pas normal pour une fille comme moi qui excelle sur de longues distances.

« J'ai commencé à me poser des questions. Je pensais peut-être que je n'étais plus assez en forme pour patiner. Je n'avais pas d'explication. »

Blondin, âgée de 22 ans, avait notamment dû se contenter du 24e rang à Tcheliabinsk, en Russie. Ses temps étaient plus lents que prévu.

Des ligaments dans son genou ont fini par écoper sous le coup de l'épuisement en fin de saison. Une opération a été nécessaire.

« C'est à la fin de l'été, lors de prises de sang, que j'ai su que j'avais souffert d'une mononucléose. Ça expliquait beaucoup de choses, soulignait Blondin.

« Ça m'a aussi enlevé beaucoup de pression sur les épaules. »

Ivanie Blondin patinera pour la première fois de sa carrière parmi le groupe A lors des trois premières épreuves de la Coupe du monde. Elle foulera la glace lors des courses de 3000 et 5000 mètres tout comme dans la poursuite par équipe.

Une « négligée »

Pour l'instant, une première médaille ne se trouve pas dans sa mire. Et ça, même si elle est semée troisième favorite.

« Ça ne veut rien dire. J'ai réussi mon temps sur la glace qui est considérée la plus rapide au monde. Tu ne peux pas me juger là-dessus », précisait-elle.

Blondin se considère plutôt parmi les négligées. « Je suis encore très jeune pour monter sur le podium. Mais en même temps, n'importe quoi peut arriver durant une course », avouait l'ancienne des Concorde de Gloucester.

En plus de participer à l'épreuve de Heerenveen, elle sera en piste lors des courses de Kolomna, en Russie, les 24 et 25 novembre, de même que celles d'Astana, au Kazakhstan, les 1er et 2 décembre.

Les rendez-vous de Nagano (8-9 décembre) et Harbin, en Chine (15-16 décembre) ne figurent pas à son horaire. Il s'agit de sprints.

Blondin excelle plutôt sur des distances de demi-fond et de fond.



Patinage de vitesse Canada a nommé 10 femmes et 12 hommes au sein de son équipe en vue de ces compétitions. Dans le lot, on retrouve Christine Nesbitt, de London, championne de la Coupe du monde aux 1000 et 1500 mètres.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | *La Presse Canadienne*

# LES MOYENS DE PRESSION DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE REMIS À PLUS TARD

TORONTO – La majorité des enseignants du secondaire de l'Ontario ont remis à plus tard des moyens de pression qui prévoyaient notamment un boycottage des réunions de personnel et de certains examens. La Fédération des enseignantes/enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEÉSO) avait recommandé à ses membres, qui sont en position de déclencher une grève légale, d'avoir recours dès mercredi à des moyens de pression « administratifs ». Ce mot d'ordre a toutefois été annulé mardi soir, le syndicat demandant à ses membres de reporter pour l'instant à dimanche soir ces moyens de pression. Le président du syndicat, Ken Coran, a indiqué par voie de communiqué tard mardi que les négociations se poursuivent entre la FEÉSO et le gouvernement pour en arriver à une entente. La FEÉSO, qui représente quelque 60 000 membres, compte parmi les trois syndicats en furie contre la nouvelle loi antigrevé adoptée par le gouvernement libéral minoritaire, qui tente de réduire l'énorme déficit budgétaire de l'État. Cette loi réduit aussi les avantages sociaux des enseignants et gèle les salaires de certains des enseignants les plus anciens. Adoptée avec l'appui de l'opposition conservatrice, la loi permet au gouvernement ontarien d'imposer sa propre convention collective s'il n'aime pas celle conclue entre les syndicats et les conseils scolaires.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | DANIELDANIELLEBLANC LEBLANC [dleblanc@dleblanc@ledroit.ledroit.com](mailto:dleblanc@dleblanc@ledroit.ledroit.com)

# Benoît Pelletier décoré d'un illustre insigne

Personne ne peut se sentir immunisé face à la place de plus en plus importante qu'occupe la langue anglaise au sein des sociétés francophones, a lancé au Droit le professeur et exministre Benoît Pelletier, hier soir, quelques minutes avant de recevoir les insignes de Chevalier de l'Ordre national du Mérite de France, à Ottawa. Un honneur décerné au Gatinois pour ses accomplissements en faveur de la francophonie et du renforcement des relations entre le Canada et l'Hexagone.

**3 mensualités  
GRATUITES** | **0\$ comptant**  
à la location de 64 mois de la Camry LE<sup>+</sup>

**Camry LE 2012**  
Louez-la à partir de  
**308\$**/mois  
Location 64 mois  
Transport et préparation inclus  
(droits, TPS et TVQ en sus)



**TOYOTA GATINEAU VOUS OFFRE UN  
FORFAIT PLAISIR / DÉTENTE :**  
**À L'ACHAT OU LA LOCATION D'UN VÉHICULE**  
1 souper table d'hôte au restaurant Risotto  
+ 1 nuit d'hébergement pour 2 pers. au Ramada Plaza.  
**VALEUR DE 250 \$**

**LE DÉCOMPTE  
DE  
FIN D'ANNÉE**



Pour l'homme de 52 ans, cette prestigieuse distinction, qui lui a été remise par le général d'armée Jean-Louis Georgelin, est très représentative. « Ça souligne mes efforts en vue de rapprocher les deux pays. Alors, pour moi, il y a une forte symbolique qui accompagne ça, parce que je suis très attaché au Canada et j'aime beaucoup la France [...] Je me réjouis de voir que ce que j'ai fait n'est pas passé inaperçu », a-t-il affirmé en marge de la cérémonie réunissant environ 150 personnes à l'ambassade de France.

Il n'a pas manqué de partager ce deuxième honneur français en moins d'un an avec son épouse ainsi que ses quatre enfants.

Appel à la vigilance

Au moment où les plus récentes statistiques ont fait état d'une progression de la langue anglaise comme langue d'usage dans les chaumières à Gatineau (14 % dans le secteur Hull), le professeur à l'Université d'Ottawa n'a pas hésité à dire qu'il ne faut pas demeurer les bras croisés, comme partout ailleurs.

« Le Québec en entier ne doit jamais se croire à l'abri du phénomène d'anglicisation qui gagne la planète entière. Le gros risque, c'est que les Québécois se croient immunisés contre ce phénomène, notamment en raison de la loi 101. Mais honnêtement, ils ne le sont pas. On doit continuer à être très vigilants par rapport au statut du français et très motivés en ce qui a trait à sa promotion », lance l'ex-député de Châteauguay.

M. Pelletier n'est par ailleurs pas opposé à l'idée de renforcer la loi 101 comme le souhaite le gouvernement Marois.

« Reste à voir dans quel sens il voudra le faire. [...] Je crois que le gouvernement doit envoyer un message clair que le français est au Québec non seulement la langue officielle mais également une langue de convergence, c'est-à-dire une langue de solidarité sociale, une langue de dialogue social. Il me semble que ça fait trop longtemps que ce message-là a été lancé », plaide-t-il.

Lors de la cérémonie, Mgr Maurizio Bravi et Marie-Claude Auradou ont eux aussi été décorés de ces insignes en présence de l'ambassadeur de France au Canada, Philippe Zeller.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)



[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI porfali@ledroit.com porfali@ledroit.com

# David Bertschi se lance dans la course

## La chefferie du Parti libéral du Canada

David Bertschi n'a qu'une chose à dire à ceux qui l'accusent de gaspiller temps et argent pour une campagne déjà vouée à l'échec : « Just watch me ».



ETIENNE RANGER, Ledroit

**L'avocat d'Orléans, David Bertschi, s'est officiellement lancé, hier, dans ce qu'il estime être l'une des plus grandes aventures de sa vie.**

---

L'avocat d'Orléans s'est officiellement lancé, hier, dans ce qu'il estime être l'une des plus grandes aventures de sa vie. Après des mois de réflexion, David Bertschi a confirmé son intention de briguer la chefferie du Parti libéral du Canada.

Et comme celui ayant rendu cette expression célèbre – Pierre Elliott Trudeau, en pleine Crise d'octobre –, il entend aller aussi loin qu'il le faut pour avoir le dessus sur ses adversaires.

La partie n'est pas gagnée d'avance. Plusieurs candidats potentiels beaucoup plus connus et beaucoup mieux entourés que lui ont déjà renoncé à se lancer dans la course à la direction du PLC, en raison de la candidature de Justin Trudeau.

Et l'appui dont il bénéficie pour l'instant est tiède, tout au mieux, à en juger par l'auditoire limité qui s'était déplacé à son lancement officiel de campagne, hier soir, à l'école secondaire publique Gisèle-Lalonde, à proximité du chemin Trim.

« Notre parti a deux choix dans cette course à la chefferie. Nous pouvons continuer à choisir (des) chefs décidés d'avance, à l'arrière de la scène, là où la base du parti est ignorée et là où le parti est contrôlé par l'élite, ou nous pouvons choisir un chef qui est prêt à bâtir le Parti libéral, à partir de la base », a-t-il déclaré, se posant comme l'« alternative » à Justin Trudeau.

Aucun député libéral fédéral n'était de la soirée, bien que M. Bertschi soutienne avoir « reçu l'appui

de plusieurs membres du caucus ». « On va dévoiler les appuis au fur et à mesure », affirme-t-il.

Le député provincial d'OttawaOrléans, Phil McNeely, est l'un de ceux qui ont offert son soutien à M. Bertschi, vantant ses qualités de rassembleur.

Jean Poirier appuie lui aussi celui qu'il qualifie de « co-Franco-Ontarien ». « Je connais David depuis 30 ans. C'est quelqu'un qui a les deux pieds sur terre, qui connaît bien les priorités et les intérêts du Canadien moyen. Et c'est vraiment ce qui nous manque, en ce moment », a déclaré l'ex-député de Prescott et Russell.

Ori g i n a i r e d e S t e - Adèle dans les Laurentides, élevé à Verdun, David Bertschi est avocat depuis un quart de siècle. Il a notamment agi à titre de procureur pour la Commission ontarienne des droits de l a personne, en plus d'enseigner à l'Université Carleton. Il est partenaire chez Bertschi Orth Smith, une firme d'avocats établie dans le secteur Gloucester qu'il détient avec son épouse Debbie Orth.

Plusieurs l'accusent d'avoir peu d'expérience en politique. Il soutient s'impliquer depuis une trentaine d'années avec le PLC. La dernière campagne électorale f é d é r a l e, d a n s laquelle il a été candidat dans la circonscription d'OttawaOrléans, lui a aussi beaucoup appris.

Aux dernières élections fédérales, il n'était pas parvenu à arracher la circonscription – un ancien f i e f libéral – au conservateur Royal Galipeau. Il se vante toutefois d'avoir pu diminuer l'écart entre les libéraux et les conservateurs, et renfloué les coffres de son association de circonscription.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | *Ledroit*

# APPEL AUX CANDIDATURES POUR L'ORDRE DE LA FRANCOPHONIE DE PRESCOTT ET RUSSELL

Les candidatures pour l'Ordre de la francophonie de Prescott et Russell et pour le Prix Jeunesse Thomas-Godefroy sont maintenant ouvertes. Les organismes et les particuliers sont donc invités à soumettre le nom des personnes qui se sont illustrées en matière de francophonie. Ces reconnaissances seront décernées par l'Association canadienne-française de l'Ontario de Prescott et Russell à l'occasion du 15e Banquet de la francophonie de Prescott et Russell, le 23 mars 2013. La date butoir pour la réception des candidatures est le vendredi 30 novembre, à 17 h. Les formulaires sont disponibles en composant le 613-446-5086, le 613-446-7319 ou en visitant le [www.acfopr.com](http://www.acfopr.com). Pour être admissible, chaque candidature doit être envoyée par télécopieur ou par la poste. Décerné depuis 1999, l'Ordre de la francophonie de Prescott et Russell reconnaît l'engagement envers la langue et la culture franco-ontarienne. Le Prix Jeunesse ThomasGodefroy est remis depuis 2001 à de jeunes leaders qui se distinguent au sein de la communauté franco-ontarienne. L'âge des catégories a été modifié cette année: il y aura un Prix Jeunesse Thomas-Godefroy pour les 14 à 19 ans et un autre pour les 20 à 35 ans.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

# La nouvelle bibliothèque d'alfred a son terrain

Samuel Blais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com correspondant régional Un pas important vient d'être franchi dans le projet de construction de la nouvelle bibliothèque publique d'Alfred, dans l'Est ontarien.

La province de l'Ontario a cédé hier une parcelle de terrain vacant à la municipalité d'Alfred-Plantagenet pour la somme symbolique de 2 \$.

La future bibliothèque publique sera construite à l'arrière de l'école élémentaire Saint-Victor, tout près du campus d'Alfred, en plein centre du village.

Un endroit de choix, estime le maire de la municipalité.

« C'est l'endroit privilégié que l'on recherchait. Il y a deux écoles à proximité, en plus d'être accessible pour le public. Nous ne pouvions pas demander mieux », a lancé le maire d'Alfred-Plantagenet, Jean-Yves Lalonde.

Depuis deux ans, la communauté d'Alfred a mis ses efforts en commun pour se doter d'une nouvelle bibliothèque. La plus fréquentée des cinq bibliothèques publiques qu'opère la municipalité d'Alfred-Plantagenet, la succursale d'Alfred, était devenue trop exigüe.

La communauté locale a donc décidé de mettre sur pied la campagne de financement « Mon don, je le livre ». Jusqu'à présent, plus de 100 000 \$ ont été amassés. L'objectif est de 220 000 \$. La municipalité compte sur des subventions gouvernementales pour recueillir la somme nécessaire à la construction de l'édifice prévue pour 2014.

« Une bibliothèque à jour est d'une grande importance pour une communauté. C'est une source d'instruction nécessaire à l'épanouissement », a déclaré le député provincial de GlengarryPrescott-Russell, Crank Crack.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.


[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

## Prix unique du livre: pas une solution selon l'AAAO



Publié le 7 Novembre 2012

Patrick Voyer   
La Revue

**Le président de l'Association des auteurs et auteures de l'Outaouais, Gaston Therrien, ne pense pas que l'idée de Pauline Marois de créer une loi sur le prix unique du livre soit la solution pour enrayer la crise que vit le milieu de l'édition.**

Sujets : [AAAO](#) , [Prix unique du livre](#)

«La première raison est le fait que nous soyons une région frontalière. Si la loi passait, Ottawa pourrait vendre ses livres à n'importe quel prix et faire fi de la loi. Ça pourrait presque enrayer la vente de livre en Outaouais. La nouvelle circulerait vite qu'il y a des aubaines à faire de l'autre bord! Peut-être aussi que Chapters se mettrait à vendre plus de livres en français», lance-t-il.

Deuxièmement, il considère cette mesure comme un diachylon. «Je suis convaincu que la loi serait bien accueillie par les petits libraires de la région, mais ça ne réglerait pas le problème à long terme. Ça ne les forcerait pas tout de suite à s'adapter à d'autres formes d'édition, croit-il. Je suis partisan de la concurrence, car ça exige que les créateurs s'adaptent au marché.»

Un exemple: le phénomène des livres électroniques existe et il s'enracinera. Au même titre que le concept auteur/éditeur/entrepreneur. «Les maisons d'édition de la région accusent encore un retard considérable là-dessus», affirme Gaston Therrien.

Gaston Therrien espère plutôt que Pauline Marois encouragera le monde du livre à opérer une profonde restructuration. «Le gouvernement devra revoir sa façon de soutenir l'édition. On ne va pas se raconter d'histoires, il subventionne bien plus de multinationales que de petits éditeurs! Ces gros-là peuvent se payer de vrais réviseurs, alors que les petits y vont à la va-comme-je-te-pousse.»

Le président de l'AAAO a plusieurs mandats, dont celui d'encourager les membres, de leur donner de la visibilité. Mais il doit aussi demeurer réaliste: «Si on ne s'ajuste pas, on est mort. On va écrire juste pour nous. Pour éviter ça, tout le monde doit travailler dans le même sens. Les éditeurs et les auteurs ne peuvent plus travailler comme dans les années 60 et attendre les mêmes choses.»

Il sait bien que d'éternels réfractaires au changement trouveront le moyen de snober le livre électronique. Sans compter ceux et celles qui argumenteront pour qu'il se vende beaucoup moins cher. «Or, les coûts de production sont sensiblement les mêmes, nuance Gaston Therrien. Si on en imprime quelques milliers de copies, ça revient



à 1\$ de plus cher du livre. Ce qui coûte cher est tout ce qui vient avant l'impression, comme la révision et la mise en page.»

### **Distribution difficile**

Gaston Therrien aimerait se mettre la tête dans le sable et prétendre que tout va bien, mais il voit la réalité en face: «Au niveau de la distribution, ça va mal. On vient de perdre un autre gros distributeur québécois et ça aura un impact considérable. Au Salon du livre (de l'Outaouais), il arrivait avec une douzaine de stands, alors oui, c'est un gros impact.»

Une des premières conséquences de cette disparition touche les auteurs émergents. «Les autres ne prendront pas la relève de tout ce qui était distribué, alors on gardera seulement les meilleurs vendeurs. Comme Québecor qui protège un certain nombre d'auteurs et qui n'est pas prêt à s'embarquer dans la distribution de tous les Joe Blow. Non, ça va mal...»

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | DENIS GRATTON [dgratton@ledroit.com](mailto:dgratton@ledroit.com) 613-562-7531

# La pression et la pizza

J'arrive d'un « cours » sur la haute pression artérielle. Je l'appelle un « cours », mais il s'agit plutôt d'un programme de cinq mois sur les moyens à prendre pour baisser la tension artérielle. Mon médecin m'a fortement recommandé de me joindre à ce programme.

Je dois donc me présenter à la clinique une fois par mois, pour les cinq prochains mois, où des experts me conseilleront des pistes à suivre pour « baisser ma pression ».

Ce matin, le cours portait sur la nutrition. Quoi manger et quoi ne pas manger quand notre pression artérielle est plus élevée que la moyenne des ours.

Très instructif, comme cours. J'ai appris, par exemple, que le pain à grains entiers est 100 fois meilleur pour la santé que le pain fait de blé entier. (Le pain blanc est à éviter.) Que la margarine est bien meilleure pour la santé que le beurre. Qu'un simple bagel peut contenir quatre fois plus de sel (sodium) qu'un sac de chips. Qu'il y a autant de sel dans un verre de lait que dans une boisson du type Gatorade. Et ainsi de suite. Même mes céréales Cheerios que j'aime tant contiennent trop de sel. Et moi qui pensais déjeuner santé.

Je suis sorti de là en me disant que l'homme et la femme ne devraient manger que des fruits et des légumes... crus. Et des noix. Beaucoup de noix. Mais sans sel.

Et je ne vous apprendrai rien en vous disant que les mets préparés et la bouffe de restaurant bourrés de sel sont à déconseiller pour les gens qui, comme moi, doivent surveiller leur pression artérielle. Et pour un peu tout le monde, à bien y penser.

Le sel est le pire ennemi du cœur. C'est ce que j'ai appris ce matin. Ou c'est plutôt ce qu'on m'a rappelé puisque je le savais déjà.

Donc surveillez votre alimentation, nous répètent nos médecins.

Mais les médecins sont comme le petit ange qui nous parle dans l'oreille gauche. Le petit ange qui tient à notre bien-être.

Mais il y a aussi le petit démon qui, lui, nous parle dans l'oreille droite. Et les restaurants fast-food sont le petit démon de ce monde.

Je rentrais donc au boulot après ce cours sur la bonne alimentation durant lequel le petit ange n'avait cessé de me répéter de manger mieux, lorsqu'en roulant vers le bureau, le petit démon est apparu. Et, pour me mettre de la pression, voici ce qu'il me disait dans l'oreille droite:

« T'as vu, Denis ? Regarde le McDo à ta droite. Tu vois ? On y offre un nouveau petit-déjeuner. Un bagel avec une épaisse tranche de boeuf, sur laquelle reposent un tas d'oignons frits et un oeuf. Et je te parie, Denis, qu'on y ajoutera une ou deux tranches de fromage si tu le demandes poliment. Allez Denis! Arrête ici ! Entre au McDo essayer ce nouveau sandwich matinal. Tu vas te régaler. — Mais... c'est que le médecin vient de me dire de ne pas... — Les médecins!? Voyons donc Denis! Ils ne connaissent rien les médecins! Ils ont probablement des parts dans les compagnies de fruits et légumes. Et pendant que tu manges leurs fruits et légumes, ils se tordent de rire chez eux en s'empiffrant de pizza, de chips et de Coke. — Mais je n'ai pas vraiment faim tout de suite, petit démon. Je vais attendre au lunch. — Alors ça tombe bien Denis parce qu'un peu plus loin sur ta route, il y a un Pizza Hut.

— La pizza est aussi déconseillée par mon médecin.

— Pffff... C'est bon de la pizza. Et attends de voir la nouvelle pizza de Pizza Hut. — Qu'a-t-elle de si spéciale? — Tu n'en croiras pas tes papilles, mon Denis. T'aimes la pizza, vrai?

— J'adore la pizza. Mais après mon cours de ce matin...

— Veux-tu s'il te plaît oublier ton cours, Denis!? On t'a bourré le cerveau de niageries ce matin. C'est bon de la pizza. T'as du blé dans la pâte. T'as du fromage, donc un produit laitier. T'as des légumes, des tomates dans la sauce et une viande quelconque pleine de protéines. C'est excellent pour la santé, une pizza. Et la nouvelle pizza de Pizza Hut va encore plus loin. — Plus loin? — Oui, plus loin. On te servira une pizza recouverte des ingrédients de ton choix. Mais on ajoutera dans la croûte...

— Oh! Je sais, petit démon. On la bourre de fromage, c'est ça?

— C'est ce qu'on faisait avant. Mais plus maintenant. C'est passé, ça. Maintenant – et ce n'est que pour une durée limitée, Denis, donc arrête au Pizza Hut au plus sacrant – maintenant, disais-je, on bourre la croûte de... es-tu prêt Denis? — Vas-y petit démon. — On bourre la croûte de saucisses à hot-

dog ! Est-ce assez génial à ton goût ! ? Alors ? Tu t'arrêtes chez Pizza Hut, Denis? — À une condition, petit démon. — Laquelle? — À condition que tu manges avant moi une pointe de pizza avec la croûte bourrée de saucisses à hot-dog. Tu fais ça, petit démon, et je te promets d'en manger à mon tour.



— Oh! Déjà 11h30 Je dois y aller. Bye Denis... »

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | *LOUIS-DENIS EBACHER* [ldebacher@ledroit.com](mailto:ldebacher@ledroit.com) *LOUIS-DENIS EBACHER*  
[ldebacher@ledroit.com](mailto:ldebacher@ledroit.com)

# FONCTIONNAIRES SOUS ENQUÊTE

Les villes de Laval et de Montréal sont loin d'avoir le monopole de la corruption dans la construction. Depuis le début des années 2000, des entrepreneurs de Gatineau et d'Ottawa, ainsi que des fonctionnaires fédéraux, ont été placés sous enquête pour des affaires de pots-de-vin. La Gendarmerie royale du Canada, grâce à son projet Aspersion, a dévoilé des pratiques qui portent un coup dur à la confiance et au portefeuille des contribuables.



MARTIN ROY, Archives Ledroit

**Depuis le milieu des années 2000, la GRC enquête discrètement sur les agissements de fonctionnaires fédéraux responsables de l'entretien de bâtiments bien connus dans la capitale.**

Des billets pour les Sénateurs, des repas au restaurant, voire même la rénovation complète de la résidence d'un fonctionnaire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada en guise de remerciement pour contrats obtenus. Depuis le milieu des années 2000, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) enquête discrètement sur les agissements de fonctionnaires fédéraux responsables de l'entretien de bâtiments bien connus dans la capitale.

L'édifice Langevin, qui abrite les bureaux du premier ministre, est du nombre. Tout comme la Flamme du centenaire, devant le parlement. Un entrepreneur impliqué a cependant assuré au Droit que l'enquête de la GRC – surnommée projet Aspersion – ne représente que la pointe de l'iceberg, et que des choses bien plus graves se sont produites sur la colline parlementaire. Un premier fonctionnaire fédéral est tombé cet automne, reconnu coupable d'abus de confiance. Louis Lesage, un ancien employé de Travaux publics, purge actuellement une sentence d'emprisonnement dans la communauté



de deux ans moins un jour.

Selon l'a GRC, l'employé fédéral a commis un abus de confiance en rapport avec l'émission de contrats pour l'entreprise gatinoise Maurice & Huneault, aujourd'hui dissoute. En attente de son procès, un des anciens administrateurs, Luc Maurice, a livré sa version des faits au Droit.

Rénovations à peu de frais

Employé de Travaux publics Canada (TPC) pendant près de 30 ans, Louis Lesage a été arrêté le 27 avril 2007. Dans les dix dernières années de sa carrière, il a occupé le poste d'agent des services d'entretien des bâtiments. Sa principale tâche était de voir à la facturation et à l'exécution des contrats pour l'entretien des bâtiments gouvernementaux.

Possédant le pouvoir d'octroyer des contrats de moins de 5 000 \$ avec l'approbation de son superviseur, il a régulièrement fait affaire avec Maurice & Huneault.

Cette entreprise a exécuté des travaux de rénovation à sa résidence. La salle de bain et la cuisine ont été gracieusement refaites à neuf.

Entre octobre 2001 et février 2007, le fonctionnaire Louis Lesage était impliqué comme technicien de service dans des contrats accordés à l'entreprise Maurice & Huneault, dont la valeur totale est de 1,1 million \$.

La Couronne allègue qu'en janvier 2007, Louis Lesage a divulgué les soumissions des autres entrepreneurs afin de permettre à Luc Maurice d'ajuster à la baisse son prix pour finalement obtenir le contrat de fourniture de lumières sur la colline parlementaire.

Luc Maurice a vendu 10 000 lumières à Travaux publics. Ces lumières ont été installées sur la colline du Parlement.

M. Maurice, un ancien consultant dans le domaine des services d'entretien chez Travaux publics, a fondé avec Guy Huneault – sur qui ne pèse aucune accusation – une compagnie de services d'entretien. Dès le début des opérations, la compagnie a déniché de lucratifs contrats auprès du gouvernement, pour la fourniture de services d'entretien et de rénovation dans les immeubles gouvernementaux. Cette entreprise a entre autre fourni, en bonne et due forme, une centaine de climatiseurs dans l'édifice Langevin, qui abrite les bureaux du premier ministre.

Cadeaux et contrats

Les contrats se sont multipliés au fur et à mesure que des liens se sont tissés avec des employés de la fonction publique.

Parmi les cadeaux présumément offerts, on compte des bouteilles de vin et de spiritueux, des billets de hockey et de spectacle, des repas au restaurant, des meubles, des électroménagers, une table de billard et de l'argent comptant.

Un document de la cour obtenu par LeDroit indique que les faveurs se sont étendues à des rénovations dans les résidences d'employés et de leurs proches, souvent aux frais des contribuables.

Un projet majeur dont la facturation s'élève à 41 906,89 \$, mais dont la valeur réelle est estimée à un peu plus de 21 000 \$, a notamment été réalisé.

Deux autres personnes visées par la même enquête subiront leur procès. Denis Brouillard, un fonctionnaire fédéral accusé d'abus de confiance et de fraude envers le gouvernement, entre 2000 et 2004, se présentera en cour mercredi prochain.

Robert Soulard, un homme d'affaires d'Ottawa dont l'entreprise obtient toujours des contrats auprès du gouvernement fédéral, des villes d'Ottawa, de Gatineau et de Cornwall, doit subir son procès en Cour supérieure le lendemain. Il est accusé de fraude envers le gouvernement pour avoir offert un bénéfice afin de conclure une affaire.



Un autre fonctionnaire, Robertson Webb, a été acquitté plus tôt cet automne d'une accusation d'abus de confiance (voir autre texte).

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)8 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT [fpdufault@ledroit.com](mailto:fpdufault@ledroit.com)

# Watson se cantonne au « bilinguisme pratique »

Pourquoi la Ville d'Ottawa enchaînerait-elle son bilinguisme officiel dans une loi si le gouvernement fédéral n'est même pas capable de respecter sa propre Loi sur les langues officielles ?

C'est ce qu'a répondu le maire Jim Watson à un groupe de francophones inquiets du sous-financement chronique des services en français de la municipalité et réclamant « un petit geste de plus » pour améliorer le sort de la langue de Molière, hier. « Le gouvernement fédéral a une loi sur le bilinguisme officiel, mais ça ne l'a pas empêché de nommer un vérificateur général (Michael Ferguson) unilingue anglophone. Où je demeure, dans l'ouest de la ville, mon député fédéral (John Baird) m'envoie des dépliants d'information quatre fois par année et ceux-ci ne sont toujours qu'en anglais », a déclaré M. Watson devant des membres du club Richelieu d'Ottawa. Les propos de M. Watson ont laissé plusieurs de ses hôtes sur leur faim.

« C'est un fin politicien. Il a fait bien des farces, mais il n'a pas répondu à la question. C'est bien beau, offrir des services. Mais tant qu'on n'aura pas une ville officiellement bilingue, on ne sera pas entièrement satisfait », a réagi Trèva Cousineau, membre Richelieu de longue date et ex-directrice générale par intérim de l'Association des communautés francophones d'Ottawa (ACFO).

La Ville d'Ottawa s'apprête à sous-financer sa Direction des services en français (DSF) pour une troisième année consécutive. L'administration municipale se dit bien consciente de cette « tendance ». Malgré tout, l'enveloppe consacrée aux services en français n'augmenterait que de 0,6 % l'an prochain, alors que d'autres services municipaux s'apprêtent à recevoir un influx de 2,5 %.

« S'il faut augmenter le financement (de la DFS) dans le prochain budget, on va le faire. Mais c'est nécessaire pour tous nos services de trouver des économies », a exhorté M. Watson au Droit, en marge de la rencontre.

Le maire d'Ottawa rejette toute notion de bilinguisme officiel pour sa ville, affirmant qu'une politique de « bilinguisme pratique » fonctionne très bien.

Quelques ratés

Cette politique n'a pourtant pas empêché le français d'écooper plus d'une fois à l'hôtel de ville, au cours des derniers mois. Même constat sur le terrain, où Mme Cousineau est très active. « Il y a eu plusieurs activités lors desquelles il n'y avait tout simplement pas de services en français », a-t-elle corroboré.

Chaque fois qu'elle se retrouve dans le rouge, la DSF doit se tourner vers un fonds d'urgence pour boucler son budget.



« Si le maire veut continuer à donner des services en français et s'il est si fier de sa politique de bilinguisme, pourquoi a-t-il accordé un si petit budget aux services en français ? On sait qu'ils sont déficitaires à chaque année. Ça prend quelqu'un qui brasse la cage. Il me semble que si (la DFS) avait plus d'argent, elle pourrait s'assurer que les services sont toujours offerts dans les deux langues », a déploré Mme Cousineau.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

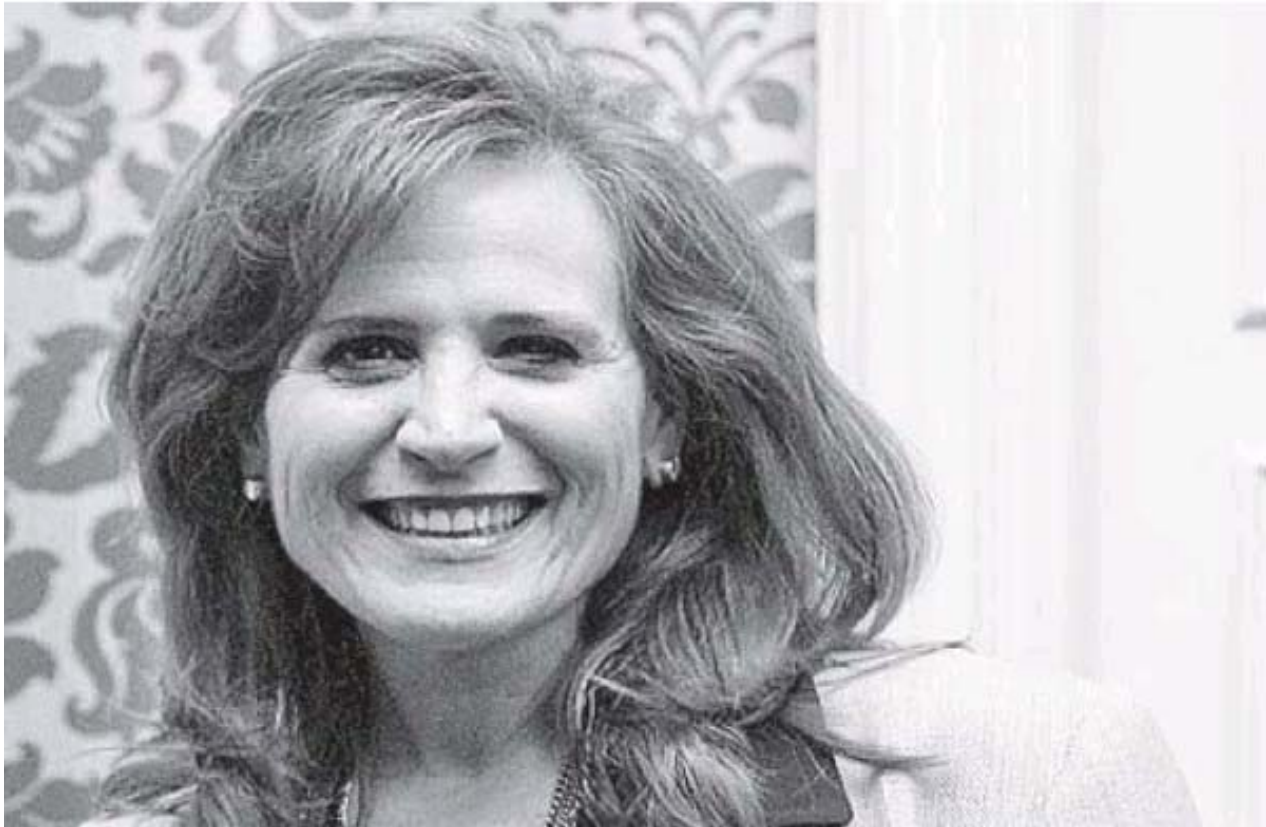
[Article précédent](#)[Article suivant](#)

8 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT PIERRE DUFAULT [fpdefault@ledroit.com](mailto:fpdefault@ledroit.com)  
[fpdefault@ledroit.com](mailto:fpdefault@ledroit.com)

# Pupatello se lancerait aujourd'hui

## Course à la chefferie du Parti libéral de l'ontario

Pressentie de toutes parts depuis deux semaines, l'exministre Sandra Pupatello s'apprêterait finalement, aujourd'hui, à faire le saut dans la course à la chefferie du Parti libéral de l'Ontario.



ARCHIVES La Presse Canadienne

### **L'ex-ministre Sandra Pupatello s'apprêterait à faire le saut dans la course à la chefferie du Parti libéral de l'Ontario.**

---

L'ex-politicienne de la région de Windsor serait la troisième candidate officielle à la succession du premier ministre Dalton McGuinty, après ses anciens collègues Glen Murray et Kathleen Wynne.

Mme Pupatello, 50 ans, a dirigé le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère de l'Éducation et le ministère du Développement économique avant de tirer sa révérence, l'an dernier. Elle est depuis à l'emploi de la firme d'experts-conseils Price water house Coopers.

L'ex-députée de WindsorOuest a déjà reçu l'appui officiel de deux ministres influents, Bob Chiarelli et Dwight Duncan.

Le ministre Charles Sousa devrait laisser tomber son portefeuille de s Affaires civiques et de l'Immigration d'ici la fin de la semaine afin de se lancer à son tour dans la course, selon le Toronto Star. L'ex-banquier de 54 ans est député de MississaugaSud depuis cinq ans. Il a aussi été ministre du Travail et ministre du Développement économique.

L'ex- ministre Gerard Kennedy serait toujours en réflexion. Le Dr Eric Hoskins et Harinder Takhar, deux ministres juniors, songeraient eux aussi à leur avenir politique. La ministre de la Santé et des Soins de longue durée, Deb Matthews, a pour sa part renoncé à briguer la chefferie libérale, hier, disant vouloir piloter elle-même la prochaine réforme de son ministère.

Les militants libéraux doivent élire leur prochain chef lors d'un congrès d'investiture, du 25 au 27 janvier, à Toronto.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

*Article rank* | *8 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *MOHAMMED ADAM*

# Teachers ready for job action Monday

**OSSTF would be in legal strike position, labour disruption possible after Nov. 12**

Parents in Ottawa and across the province could face anxious moments next week, as high school teachers appear to be heading for job action that could affect thousands of students.

Job action by the Ontario Secondary School Teachers Federation was to begin Wednesday in areas including Toronto, Waterloo and Halton. But the union has pushed that back to Sunday to give negotiations with the provincial government a chance. If those talks get nowhere, hundreds of teachers in school districts across the province — including Ottawa — would be in a legal strike position that would allow them to down tools by Monday.

That does not mean teachers will completely walk off the job. According to guidelines posted on the OSSTF's website, action by teachers in a legal strike position could range from skipping staff or departmental meetings to refusing to conduct co-op visits outside regular school hours to not attending professional development, completing ministry reports, accepting vice-principal assignments or conducting standardized tests.

Jennifer Adams, the director of education for the Ottawa-Carleton District School Board, posted a notice on the OCDSB's website warning that six local bargaining units represented by the OSSTF would be in a legal strike position on Monday.

Overall about 4,000 teachers and support staff in the Ottawa board would be affected by a potential strike, and 24,327 students would be affected by any labour disruption. Roughly 430,000 of Ontario's 600,000 secondary school students are in schools with OSSTF teachers, according to the province.

"We are meeting with our local bargaining units to develop a better understanding of their intentions in terms of service withdrawals," Adams said.

"However, we wanted to make the community aware that labour disruption is possible after Nov. 12. In the event of labour disruption, the school district will make every effort to keep students in the classroom and to keep schools open. We will be guided in our work by our first priority — students."

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)



[Previous Story](#)[Next Story](#)

Article rank | 8 Nov 2012 | Ottawa Citizen | Madam@ottawacitizen.com

# Action: Strained relations

---

*'Our members will continue to focus on delivering curriculum and high-quality support services to the students in their classrooms.'* KEN CORN President of the OSSTF

---

But Ken Coran, president of the OSSTF, said in a statement that teachers will continue to provide instruction to students and engage in course preparation and marking.

"Our members will continue to focus on delivering curriculum and high-quality support services to the students in their classrooms, something that they have always taken great pride in," Coran said. "We are following labour law and exercising our rights."

And Dan Maxwell, president of the Ottawa chapter of the OSSTF reiterated the message Wednesday.

"We are grateful that the union is talking with the minister. But our plan is to have strike sanctions Monday with not a full withdrawal of services," Maxwell said.

"The sanctions are designed to disrupt the administrative component of the system. We are not going to disrupt students' learning."

Paris Meilleur, a spokeswoman for Education Minister Laurel Broten, reiterated the minister's statement Tuesday welcoming the postponement of the strike action, and hoping that the two sides can find a solution to the problem. Negotiations with the minister were expected to continue all week.

The Ontario legislature has already passed a law giving the government power to intervene to prevent or end strikes and to impose a settlement. But the legislation doesn't automatically prevent strikes. Workers can vote to strike, and if the teachers federation, for instance, calls on its members to walk out, the government can invoke the legislation to stop or end it.

Meilleur explained that the OSSTF action does not affect Catholic and French-language teachers' unions, which have agreed to deals with the government.

The strained labour relations were triggered by the refusal of Ontario's two largest teachers' unions to accept the provincial government's plan to impose a two-year wage freeze and cut sick leave and other benefits to save money.

Faced with a \$14.4-billion deficit, the government says it must cut costs. The unions are particularly incensed at the passage of legislation that allows the government to impose a contract and ban strikes.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

*Article rank* | *8 Nov 2012* | *Ottawa Citizen*

# \$1M donation to University of Ottawa funds scholarships for Greek graduate students

The University of Ottawa is creating two scholarships for Greek graduate students with the help of a \$1-million donation from the Stavros Niarchos Foundation. The money will fund transportation to Canada, books and living expenses for two masters-level students per year and, according to a news release, "contribute to building the foundation for future collaboration between Canada and Greece." To be eligible, students must currently live in Greece and study at a Greek university. The first scholarships will be awarded for the 2013-14 academic year. "This collaboration will provide numerous qualified Greek students with much-needed financial assistance, and the opportunity to pursue their studies and benefit from the University of Ottawa's excellent academic environment and programs," said Andreas Dracopoulos, the co-president of the SNF, one of the world's largest philanthropic organizations. In a separate initiative, the university announced that, for the next five years, the international students fees for four Greek students will be waived. Two of the recipients will study in French and two in English.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

# Exiled Boy, 13, Takes Stand Following Suicide Attempt

SCOTT TAYLOR, QMI AGENCY

FIRST POSTED: THURSDAY, NOVEMBER 08, 2012 04:19 AM EST | UPDATED: THURSDAY, NOVEMBER 08, 2012 05:11 AM EST



WkLwhq#hd#r#Eudgrog# rwrq#ulng#r#kdj#lp vhd#lhw#hbj#exolng# |p hp ehw# #k#zq#krfnh|#ndp #K#dv# skrw#juskhg#q#k#l#lsshg#Rqduir#k#p h#q#P rggd |@ryhp eh# #345#GHUHN#XWQ2TP I#DJHF\,#

SEAFORTH, Ont. — Thirteen-year-old Brandon Morton returned to his grandfather's house hopeless and hurt. The angry red welts on the back of his legs stung, but not as much as the pain he felt over who'd caused them.

He walked into a bedroom alone and closed the door behind him, supposedly to wait for his mom to pick him up.

According to his mom, he was so distraught over his hockey teammates turning on him, he then took the belt from his grandfather's bathrobe and tried to hang himself.

Hearing a strange noise, his grandfather entered the room and caught him just in time.

Brandon is now in counselling.

Interviews with his mother, Kim, and two minor hockey executives indicate six boys on Brandon's Seaforth Stars bantam team knocked him down and slashed the back of his legs with their sticks during an on-ice practice Sept. 22, driving him to the brink of suicide.

A doctor treated him and the OPP confirm an investigation is underway, but won't comment on its status.

"It's an ongoing investigation that is in its very early stages," Const. Kevin Howe said.

It's somewhat unusual for QMI Agency to use real names in a story such as this, but that's the way Brandon and his family wanted it.

"He wants to stand up for himself because he has taken it (bullying) for so long," his mom said.

Police have strongly urged Brandon to refrain from talking to the media after giving police a statement, Kim Morton said, but it was her son's decision to go to police about the bullying.

"In the last month, the turnaround in his attitude" about facing the situation head on rather than quietly and anonymously cowering from it "has been truly remarkable," she said.

Following an Ontario Minor Hockey Association (OMHA) investigation, the other boys were suspended for up to four

games. But that was reduced on appeal to time served, which equates to a game or two, depending on the player.

They also were ordered to attend Speak Out, a Hockey Canada program aimed at preventing bullying, harassment and abuse in hockey across Canada.

Monitors were also assigned to attend the team's games and practices.

Lisa Campbell, registrar for Seaforth Minor Hockey, backs up everything Morton said about the incident and is angry the suspension was overturned. She said the alleged bullying occurred because Brandon is different.

"Seaforth is a very small community," she said. "Most people born here stay here their entire lives. This kid has been here for only five years, so he's a little bit of an outsider in that way.

"Second, he's a little small and when it comes to hockey a little slower, He's not one of the top players. So that makes him a target. He also has a different ethnic background ... so that makes him a very big target in this area. All of these things combined make him an easy target."

After the suspensions were dished out, she added, parents of the punished boys were irate.

"They say Brandon and his family are lying," Campbell said.

Kim Morton said her son has been teased in the five years he's played, but he'd never been physically bullied on the ice before.

Dave Garinger, vice-president of the Western Ontario Athletic Association and a regional executive for the OMHA, insisted he's limited in what he can say because of privacy issues, but stressed proper policy was followed. He admitted he hasn't spoken to the boy.

"I can't confirm or deny some of the things you said simply because of confidentiality issues. But according to our procedures, in cases of abuse, especially, pretty much everything is kept confidential. We did do an investigation ... and that report was submitted with recommendations. As a result of the report, there was a recommendation that all of the players take a Speak Out clinic. We've asked Seaforth Minor Hockey to monitor all of their games and practices and some suspensions were issued."

The appeal panel, appointed by Garinger, trimmed the suspensions to time served, which equated to one or two games.

Garinger said that while the process was followed, some revisions to it may be made because of this case. He wouldn't clarify what those might be.

"I want to make it clear that we were dealing with this from a minor hockey point of view. The process was followed. We certainly don't take these things lightly. Sanctions were afforded and appeals were afforded to the people who were sanctioned."


Meanwhile, Brandon declined a suggestion he play elsewhere and is back on the ice with those same teammates.

"He's adamant that he did nothing wrong and he wants to play hockey here," his mom said.

A call and e-mail to Seaforth Stars Bantam coach Scott Ingram were not returned.

scott.taylor@sunmedia.ca

@ScottatLFPpress



iv#exolbj#ehbj#whdwg#hulrxvqBt

- Yes, people are more aware than ever how much damage it does.**
- By some, but it's still a big problem.**
- No, it's worse than it ever was.**

HGP RQWRQ#

# Edmonton students can opt out of Remembrance Day ceremonies: Board

BY ANGELIQUE RODRIGUES, EDMONTON SUN

FIRST POSTED: WEDNESDAY, NOVEMBER 07, 2012 05:19 PM EST | UPDATED: WEDNESDAY, NOVEMBER 07, 2012 06:21 PM EST



EDMONTON — While most kids don their Remembrance Day poppies with pride and sing their hearts out during their school's ceremony, some students in the city can opt out of the affair altogether.

Several Edmonton public schools allow students to opt out of attending Remembrance Day ceremonies, on a case by case basis.

"All of our school's participate in Remembrance Day ceremonies," Edmonton Public Schools spokeswoman Jane Sterling said. "In some instances, there are parents who choose not to allow their child to participate."

Sterling says it's fairly rare that parents ask to take their kids out of the ceremony, and the reason behind the choice can vary.

"Sometimes it's due to religious belief, sometimes they might have had a death in the family, among other reasons," she said, adding the option to not attend is mandated as part of the provincial school act.

Some Edmontonians — including several veterans — have voiced their disapproval over allowing kids to opt out of recognizing the troops who gave their lives for Canada's freedom.

They say regardless of religion, the day is dedicated to commemorating the sacrifice of the country's troops — who fought for the freedom of all Canadians.

But retired major-general Lewis MacKenzie, 71, says demanding every child adhere to a social standard is a slippery slope.

"It's unfortunate, but there are all kinds of factors, especially when related to religion," he said. "That's an understandable reaction but if it's in rare cases, it's not fair or just to make a big deal out of it."

He says he'd like to remind those who may have taken offence to the practice that "the youth these days pay great attention to veterans."

"They are making their decisions and that should be respected," MacKenzie said.

Students who don't attend their school's Remembrance Day ceremonies are required to remain in school and wait in

silence, Sterling said.

angelique.rodriques@sunmedia.ca

**SROG#**  
 Vkrxg#wxghwte#bz#z#g#r#s#w#x#y#z#hp hp eudf#d|#hp rql#B#

**Yes**  
 **No**

YRWH

---

[View Results](#)

VSRQVRUHG#DIQNV#



**Faucet or Drain Problems?**

You Know the Price before  
We Start & Our Work is  
Guaranteed  
Accredited by the BBB



**HANDA TRAVEL**

The best HOT deals in  
town with Ottawa's best  
price guarantee  
Get up and go for less



**Dynasty Flooring Ltd.**

Visit Ottawa's Largest  
Flooring Design Centre  
Great in store specials!

[See All Sponsored Links](#)